



Étude sur l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur les régions ultrapériphériques (RUP)

Synthèse

Written by Ecorys
October 2021

Synthèse

Introduction

Les futures dynamiques relatives à la pandémie de la COVID-19 demeurent incertaines au regard de sa nature évolutive (nouvelles/actuelles vagues de contaminations, nouvelles restrictions, nouveaux variants, efficacité et déploiement de la vaccination). L'ampleur des conséquences de cette crise sur les régions ultrapériphériques (RUP) et les politiques, ainsi que les mesures de soutien qui en découlent, ne sont pas encore pleinement connues. Ce rapport présente un premier niveau d'analyse des effets socio-économiques de la COVID-19 dans les RUP. Il offre une vue d'ensemble des conséquences sanitaires, économiques et sociales de la pandémie au sein de ces régions, il évalue les facteurs qui déterminent ces effets (Tâche 1 de l'étude) et il propose enfin des recommandations pour l'élaboration de mesures de relance et de résilience des territoires (Tâche 2 de l'étude).

Cette étude, mandatée par la Commission européenne (DG REGIO), a été réalisée entre décembre 2020 et septembre 2021 par un consortium présidé par Ecorys. Les résultats et recommandations de l'étude s'appuient sur : des **statistiques** relatives aux principaux indicateurs socio-économiques (ex. PIB, statistiques liées à l'emploi, statistiques sectorielles) ; une **analyse documentaire** (ex., rapports relatifs aux effets de la COVID-19 dans les RUP) ; **80 entretiens** (74 entretiens avec des parties prenantes des RUP et six avec des représentants des différents services de la Commission européenne) ; **4 ateliers** organisés avec des représentants des RUP, des organisations industrielles, ainsi qu'avec des organisations non-gouvernementales.

La situation avant la pandémie de la COVID-19

Avant d'évaluer les impacts liés à la COVID-19 sur les neufs RUP, il est nécessaire d'examiner la situation pré-pandémique dans ces régions. **Toutes** observaient des niveaux de PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat (SPA) **inférieurs à la moyenne de l'UE et à ceux de leurs Etats membres respectifs**¹. La différence entre les niveaux de PIB par habitant des Etats membres et des RUP est particulièrement marquante dans les RUP françaises². Avant la pandémie, **toutes les RUP observaient des taux de chômage plus élevés que ceux de leurs Etats membres respectifs et celui de l'UE**. Il en était de même s'agissant des **taux de chômage de longue durée**.

Le taux de chômage des jeunes était également élevé dans toutes les RUP dont les données sont disponibles (soit toutes les RUP sauf les Açores et Madère). En 2019, alors que la moyenne de l'UE avoisinait 15 %³, le taux de chômage des jeunes dans les îles Canaries et celui de la plupart des RUP françaises était bien supérieur à 40 %, et dépassait les 50 %

¹ Le standard de pouvoir d'achat est le terme technique utilisé par Eurostat pour désigner la monnaie commune dans laquelle sont exprimés les agrégats des comptes nationaux après ajustement des différences de niveaux de prix à l'aide des parités de pouvoir d'achat (PPA) (voir [ici](#)).

² Eurostat ne fournissant pas de données pour Saint-Martin, les graphiques de cette section ne contiennent pas de données comparables pour cette région ; cependant, sur la base du nombre limité d'estimations disponibles de l'INSEE et l'IEDOM, les conclusions présentées ici sont valables pour toutes les RUP.

³ Eurostat, taux de chômage des jeunes, UE-27 et EA-19, corrigé des variations saisonnières, disponible à l'adresse suivante https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Unemployment_statistics#Youth_unemployment [accès le 22 septembre 2021]

dans certaines régions. Ainsi, au début de la pandémie, les RUP étaient dans une situation défavorable au regard de celle de l'UE continentale.

Les conséquences sanitaires

Les RUP ont généralement connu des premières vagues légères et des secondes, troisièmes, - dans certains cas, quatrièmes vagues - beaucoup plus fortes (ex. Guadeloupe, Martinique et Réunion). En Guadeloupe, en Martinique, à Mayotte, en Guyane et à Saint-Martin, le nombre élevé des cas de COVID-19 a donné lieu à une pression significative sur les services de santé – certains patients ont été transférés dans d'autres régions tandis que des membres du personnel soignant de la métropole ont été sollicités pour apporter leur soutien. Globalement, les systèmes de santé des RUP se trouvent dans une situation fragile et manquent de capacités pour gérer une augmentation du nombre de patients, en particulier dans les RUP françaises qui font également face à des épidémies répétées de dengue. Dans tous les régions ultrapériphériques françaises, le taux de vaccination est beaucoup plus faible que celui de la France métropolitaine, tandis que dans les Açores, à Madère et dans les îles Canaries, la vaccination se déploie correctement. L'évolution des données relatives aux cas de COVID-19 montre que la situation dans les régions pourrait continuer à se détériorer et doit être surveillée de près.

Les conséquences économiques

L'économie des RUP a **souffert des conséquences importantes** qui ont découlé du premier cycle de mesures restrictives en mars 2020. Dans les îles Canaries, le PIB a diminué de 20 % en 2020, alors qu'en Espagne, cette baisse est estimée à 10,8 %⁴. Les RUP portugaises connaissent également une lente reprise de leur activité économique au regard de la moyenne nationale. En décembre 2020, la variation de l'indice de l'activité économique par rapport au même mois de l'année 2019 était de -2,5 aux Açores et de -3,5 à Madère, contre une moyenne nationale de -1.2. L'activité économique des RUP françaises a diminué de 18 à 28 % durant la période de mars à mai 2020⁵, tandis qu'en France, la plus forte baisse du PIB était de 18,6 % au deuxième trimestre 2020⁶.

La disponibilité des prévisions macroéconomiques solides pour les RUP est limitée, ce qui rend les prévisions de reprise difficiles. Néanmoins, les données existantes, comparées aux moyennes **macroéconomiques nationales, suggèrent que la plupart des RUP se rétabliront plus lentement**. L'indice du PIB des îles Canaries montre une tendance à la reprise ; toutefois, en raison du repli économique du premier semestre 2020, il demeure inférieur d'environ 10 points à l'indice national au premier trimestre 2021, malgré la convergence des deux indices avant la pandémie de la COVID-19⁷. Mesurée en référence à la variation de l'activité économique par rapport à l'année précédente, **la reprise du Portugal (12 points au dessus de l'indice de référence d'avril 2021) semble globalement plus rapide que celle des Açores (1 point au dessus de l'indice de référence d'avril 2021) et de Madère (7,3 points au dessus de l'indice de référence d'avril 2021)**⁸. Sur la base des indicateurs du climat des affaires, alors que toutes les RUP françaises ont observé une reprise en 2020, la

⁴ Source : Institut des statistiques des Canaries et Eurostat (code en ligne : TEC00115)

⁵ CEROM – Comptes Économiques Rapides pour l'Outre-mer

⁶ Il convient de noter que les comparaisons entre les RUP françaises et les moyennes nationales sont arbitraires car les chiffres disponibles pour les RUP françaises indiquent l'activité économique en mars-mai 2020 et les prévisions de PIB, alors que pour la France, il existe déjà des données Eurostat sur le PIB réel.

⁷ Gouvernement des îles Canaries (2021). COVID-19 Rapport de suivi de l'impact économique. Juillet 2021. Disponible sur le site : https://www.gobiernodecanarias.org/cmsweb/export/sites/economia/galeria/Galeria_politica_economica_2/Informe-de-seguimiento-impacto-covid-19_Julio-2021.pdf [16.09.2021]

⁸ Données SREA, DREM et INE

reprise de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique a été nettement plus lente qu'au niveau national jusqu'au troisième trimestre 2020.

Le tourisme est l'un des secteurs les plus touchés par la crise de la COVID-19 dans l'ensemble des RUP et il ne s'est pas encore rétabli depuis la première vague du deuxième trimestre 2020. Les données disponibles indiquent que le nombre de touristes a chuté d'environ 70 % entre 2019 et 2020. La suppression des activités touristiques en raison de la pandémie a été importante tant dans les RUP que dans les territoires métropolitains des Etats membres. Cependant, la plupart des RUP dépendent davantage des activités touristiques que leurs Etats membres respectifs (îles Canaries, Martinique, Saint-Martin, Guadeloupe, Guyane, les Açores et Madère), de sorte que les impacts négatifs sur leurs économies (beaucoup plus petites) ont été proportionnellement beaucoup plus importants.

Les mesures de restriction de la mobilité des touristes ont aussi **affecté négativement le secteur du transport, à la fois aérien et maritime**. S'agissant du trafic aérien, plusieurs compagnies aériennes ont dû réduire la fréquence de leurs vols. La réduction de ce trafic a eu pour conséquence la chute du chiffre d'affaires des compagnies et des aéroports. Les compagnies aériennes basées dans les RUP ont connu d'importantes difficultés financières, ne pouvant prétendre au même niveau de soutien que les compagnies nationales. Le transport maritime a connu des difficultés similaires. En outre, **le prix du transport maritime a considérablement augmenté** en raison de l'essor du commerce numérique et de la constitution de stocks, ce qui place les RUP dans une position défavorable compte tenu de leur situation géographique.

Bien qu'il soit très difficile de trouver des données sur la taille du secteur culturel dans les économies des RUP et sur l'impact de la pandémie de COVID-19, **le secteur créatif semble être l'un des secteurs les plus durement touchés par les blocages et les restrictions** causés par la pandémie. Par exemple, aux Canaries, le secteur culturel, qui représente un total de 26 500 emplois directs et indirects (près de 3 % de l'emploi total), a été complètement paralysé.

En raison de la fermeture des magasins et des boutiques, le secteur du commerce de détail **a subi un choc économique important** (jusqu'à une baisse de 70 % de l'activité économique), notamment au cours des premiers mois de la pandémie. Les ventes de produits non alimentaires et de véhicules automobiles ont connu une chute particulièrement importante. Globalement, **le choc enregistré dans le secteur du commerce de détail a été plus sévère dans les RUP que sur les territoires continentaux des États membres respectifs**.

L'arrêt brutal de l'activité de construction dû aux mesures de restriction COVID-19 et la baisse concomitante des investissements ont entraîné une baisse des performances économiques sectorielles dans toutes les RUP, de mars à mai 2020. Cela a été particulièrement le cas en Guadeloupe, où le secteur figure parmi les principaux contributeurs au PIB et où son poids dans l'économie est plus élevé qu'en France métropolitaine. Dans l'ensemble, cependant, les données disponibles suggèrent que le secteur a rapidement rebondi et n'a pas présenté de baisse significative.

Le secteur agricole a connu une baisse de la production économique dans les premiers mois de la pandémie (mars-avril 2020), mais la chute n'a pas été aussi prononcée que dans les autres secteurs examinés ci-dessus. Sur la base des données disponibles, le secteur agricole des Açores (qui a le plus grand poids dans l'économie par rapport aux autres RUP) a probablement connu la plus forte contraction de la production économique par rapport aux autres régions ultrapériphériques.

Les conséquences sociales

L'impact complet de la COVID-19 sur l'emploi n'est pas encore connu, et ne sera probablement clair que lorsque les mesures de compensation seront terminées et que des

statistiques solides seront disponibles. Néanmoins, dans certaines RUP (les îles Canaries et Madère), la pandémie a entraîné des **effets négatifs notables sur l'emploi global en 2020**. Le **taux de chômage dans les îles Canaries a augmenté de 18,8 % au quatrième trimestre 2019 à 25,2 % au quatrième trimestre 2020⁹**, tandis qu'à Madère, la pandémie a inversé la tendance à la baisse du taux de chômage depuis 2015 (en 2019, le taux de chômage était de 7,1 %, mais il a atteint 8,1 % en 2020). Dans les deux régions, ces effets ont été plus prononcés qu'au niveau national.

Dans le même temps, aux Açores, les mesures de soutien mises en œuvre par les autorités régionales et nationales ont empêché un effondrement immédiat de l'emploi et, par conséquent, ont contribué à atténuer l'impact social de la COVID-19. **Au cours de l'année 2020, le taux de chômage aux Açores a été légèrement inférieur à celui du Portugal (6,1 % contre 6,8 %)**, en baisse par rapport aux 7,9 % enregistrés en 2019.¹⁰

De même, les mesures mises en place dans les RUP françaises (c'est-à-dire l'indemnisation du chômage partiel, les allocations de chômage et la facilitation de l'accès à la formation) ont partiellement atténué l'impact immédiat des blocages et des fermetures sur le chômage. **Les RUP françaises ont enregistré des taux de chômage en baisse en 2020 par rapport à 2019** (aucune donnée n'est disponible pour Saint-Martin). Cela s'explique principalement par l'importance des secteurs de l'administration publique dans ces régions. Cependant, la taille de l'économie informelle dans beaucoup de RUP ne permet pas d'estimer précisément le nombre de personnes ayant perdu leur emploi en raison de la pandémie de la COVID-19.

Les statistiques du chômage agrégées et recensées peuvent masquer les **effets disproportionnés sur les groupes vulnérables**. Par exemple, à Saint-Martin, **les demandeurs d'emploi les plus jeunes (moins de 25 ans) ont été touchés de manière disproportionnée** par la pandémie, puisque le taux de chômage de cette catégorie démographique a augmenté de près de 20 %¹¹. Si l'on considère le nombre total de demandeurs d'emploi inscrits en janvier 2019 et janvier 2021 à Madère, **le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans est passé de 11,7 % à 12,5 %**. Dans les îles Canaries, **l'impact sur les jeunes âgés de 15 à 24 ans a été très élevé** - le taux de chômage a augmenté de 42 % à 52 % entre 2019 et 2020. Dans les **RUP françaises, le taux de chômage des jeunes est resté supérieur à la moyenne européenne et nationale**, même si des taux de chômage des jeunes en légère baisse ont été enregistrés à La Réunion, en Guadeloupe et en Martinique.

Les taux de chômage des **jeunes, qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) atteignent ou maintiennent des niveaux alarmants dans les RUP**. Dans toutes les régions ultrapériphériques, les taux de NEET sont supérieurs aux moyennes européenne (13,7 % en 2020) et nationales. Bien que les taux de NEET (15 à 29 ans) dans les RUP françaises n'aient pas changé de manière significative en raison de la crise de la COVID-19, ils sont restés extrêmement élevés en 2020 - entre 23 % en Martinique et 40 % en Guyane.¹² Le taux de NEET dans les îles Canaries a augmenté de 3,3 points de pourcentage pour atteindre 23,2 %. À Madère, l'augmentation du taux de NEET entre 2019 (12,4 %) et 2020 (16,7 %) a été particulièrement élevée - 4,3 points de pourcentage. **Ces données montrent que les jeunes des RUP sont dans une situation très difficile, qui a été aggravée par la pandémie de la COVID-19**.

S'agissant des autres effets sociaux, la pandémie a eu un **effet perturbateur sur l'éducation scolaire dans les RUP avec la fermeture d'écoles**. Dans la plupart des régions, les effets

⁹ Vice-ministère de l'économie des îles Canaries.

¹⁰ Eurostat, Taux de chômage par sexe, âge, niveau d'éducation et régions NUTS 2 (%). Code : lfst_r_lfu3rt. Extrait du 13 Juillet 2021.

¹¹ Bilan 2020 du Marché du travail à Saint-Martin

¹² Eurostat, Jeunes ni en emploi ni en éducation et formation par sexe et régions NUTS 2 (taux de NEET), Code : edat_lfse_22. Extrait le 22 septembre 2021.

directs de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté ne sont pas encore quantifiables mais ont été soulignés par différents acteurs. **Depuis le début de la pandémie, les flux migratoires ont augmenté** en direction de Mayotte, de la Guyane et des îles Canaries, en raison notamment de leur succès relatif dans la gestion de la pandémie par rapport à certains pays voisins.

Mesures: rétrospective

Un total de 345 mesures politiques portant sur les effets économiques, sociaux et sanitaires ont été identifiées. La majorité des mesures consiste en des programmes de soutien du secteur public ou privé utilisés pour guider l'allocation stratégique des fonds européens, nationaux et régionaux, afin d'atténuer les effets négatifs de la pandémie. Les trois types de mesures les plus courantes identifiées jusqu'à présent sont les subventions (99), suivies des prêts et des financements en fonds propres (52), et des aides (41). Les mesures à court terme (celles qui s'étendent sur moins de deux ans) sont de loin la forme de soutien la plus répandue, soit 273 du nombre total. Les mesures à long terme (celles qui s'étendent sur plus de cinq ans) sont rares en comparaison, avec un total de 41 mesures. Enfin, les mesures à moyen terme (durée moyenne de 2 à 5 ans) sont les moins répandues, avec un total de 30 mesures.

Les parties prenantes considèrent que la grande variété de mesures de soutien à l'économie et au marché du travail est **largement pertinente** pour faire face aux impacts de la pandémie à court terme, dans la mesure où elles sont conçues pour soutenir un nombre important d'entreprises et d'emplois. **Toutefois, il est beaucoup trop tôt pour rendre un verdict concluant sur les effets des mesures mises en œuvre en raison de la nature évolutive de la pandémie.** Certains facteurs clés, limitant actuellement la possibilité d'une évaluation concluante, tiennent à la nature évolutive et au caractère à court terme des mesures, au délai nécessaire pour que les initiatives prennent pleinement effet, à la disponibilité d'informations sur les programmes et les résultats récents, et au grand nombre de mesures mises en place.

Toutefois, **en termes d'efficacité, le retour d'information sur l'utilisation de la plupart des mesures de soutien à l'économie et au marché du travail obtenu auprès des personnes interrogées est largement positif.** En particulier, **la rapidité et l'ampleur du déblocage des aides d'État** sont évaluées positivement par la plupart des autorités régionales et des parties prenantes. Le paquet REACT-UE et l'initiative d'investissement dans la lutte contre le coronavirus (CRII), ainsi que l'initiative d'investissement dans la lutte contre le coronavirus Plus (CRII+) ont joué un rôle important pour aider les États membres à relever les défis liés à la pandémie.

Néanmoins, l'efficacité des mesures a été confrontée à des défis. La capacité des autorités régionales est l'un des principaux défis liés à la mise en œuvre des mesures et affectant les résultats. D'autres difficultés observées sont liées à l'endettement des entreprises - qui constitue un obstacle à la demande de certaines modalités de soutien -, à l'incertitude quant aux perspectives de reprise post-pandémique - qui a incité certaines entreprises à "thésauriser" des fonds de soutien destinés à être immédiatement dépensés et investis -, à l'abstention de demandes de soutien à long terme pour l'adaptation des entreprises, à la forte prévalence de l'activité économique informelle dans les RUP et aux difficultés opérationnelles liées à la demande de soutien.

Les possibilités pour exploiter les mesures existantes

Chaque RUP a vécu différemment l'impact de la pandémie, ce qui souligne la nécessité de réponses à la crise de la COVID-19 adaptées à chaque région. Outre les recommandations de nouvelles mesures politiques, les paragraphes suivants résument les principaux types de mesures qui méritent d'être poursuivies et sur lesquelles il est possible de s'appuyer:

Des soutiens ciblés et justifiés aux PME

Plusieurs mesures et instruments de financement sont déployés pour préserver la survie des entreprises, notamment des PME. Compte tenu de l'impact de la pandémie sur les opérateurs économiques et de la reprise incertaine à court terme, il est clair que les mesures ciblées de soutien au secteur privé, en particulier aux PME, pourraient se poursuivre - pour autant qu'elles puissent être justifiées.

Le développement des compétences numériques

Immédiatement après le début de la pandémie, l'un des défis majeurs a été d'assurer la continuité des services, en particulier pour les secteurs de la santé, de l'éducation et des affaires, ce qui a été réalisé principalement par la numérisation. Au fur et à mesure que la situation évolue, il sera essentiel de poursuivre les mesures liées au développement des compétences pour assurer une transition numérique. La numérisation pourrait aider les RUP à surmonter leur handicap géographique et à renforcer leur accès à l'éducation numérique, aux conseils aux entreprises et aux services gouvernementaux proposés sur le continent.

Le renforcement de la performance à long terme du système de santé

Compte tenu de la nature de la pandémie, toute une série de mesures sanitaires ont été mises en exergue, notamment pour répondre aux besoins immédiats à court terme. Les dispositions d'urgence, par exemple, peuvent fournir le cadre juridique et administratif nécessaire à l'affectation rapide du personnel, des capitaux et des autres ressources nécessaires au bon fonctionnement des hôpitaux. Il est essentiel de renforcer les systèmes de santé pour améliorer la capacité des RUP à faire face à de telles crises sanitaires, en palliant les problèmes d'efficacité et d'infrastructure dans le secteur des soins de santé.

La flexibilité des règles relatives aux aides d'Etat

La flexibilité temporaire des mesures d'aide d'État déployées pendant la pandémie semble avoir été efficace pour relever les défis sociaux critiques, le bien-être et l'emploi. Ce type de mesure pourrait se poursuivre à court terme pour assurer la consolidation des efforts plus larges entrepris jusqu'à présent, alors même que la situation évolue et que les économies commencent à se rétablir. À moyen terme - en garantissant la conformité avec le régime d'aides d'État applicable - il serait utile d'orienter ce soutien davantage vers les micro-entreprises et les PME, et de le combiner avec un soutien ciblé de conseil aux entreprises afin d'encourager l'adaptation comportementale (flexibilité et résilience) à la « nouvelle normalité » post-pandémique.

Les mesures sociales visant la jeunesse, l'emploi et la lutte contre la pauvreté

Les mesures visant à soutenir certains des membres les plus vulnérables de la société - les enfants, les jeunes et les chômeurs - conservent leur pertinence. Au regard de l'importance sociale de ces groupes et de l'impact disproportionné de la pandémie sur leur bien-être, il est particulièrement important de leur apporter un soutien en cette période d'évolution. Les mesures axées sur le soutien à l'emploi et à l'esprit d'entreprise des jeunes revêtent une importance particulière, car ce groupe démographique continue d'être réintégré dans la population active à un rythme plus lent que les professionnels expérimentés.

Maintenir les corridors de transport vitaux ouverts

Un nombre considérable d'aides d'État ont été conçues pour soutenir les grandes compagnies aériennes et le secteur des transports dans le contexte des perturbations causées par les mesures de lutte contre la pandémie dans le monde. L'éloignement des RUP rend les corridors de transport particulièrement importants - pour le déplacement des ressortissants et des

touristes et pour maintenir le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement. Cependant, au niveau national, l'attention pourrait se porter sur des réseaux et des opérateurs de transport plus granulaires et localisés, qui sont vitaux dans les RUP.

Lutter contre les risques énergétiques et promouvoir l'indépendance énergétique : investir dans des sources d'énergie fiables et renouvelables

La pandémie a accru la dépendance à l'égard des activités numériques et énergétiques, soulignant la nécessité de disposer de capacités de production d'électricité résilientes et renouvelables. Un exemple prometteur de mesures dans ce sens est donné par l'investissement du Portugal dans des régimes de subventions et de prêts pour des projets aux Açores et à Madère qui relèvent les défis en matière de capacité de production et de systèmes de stockage des énergies renouvelables, entre autres domaines connexes. Ces investissements tournés vers l'avenir peuvent inspirer à d'autres régions des initiatives similaires.

Les mesures ciblées pour soutenir la reprise, la croissance et la résilience durables

Les RUP n'ont pas été touchées uniformément et, par conséquent, l'impact à moyen et long terme variera considérablement d'une région à l'autre. C'est pourquoi les choix effectués aux niveaux national, régional et local détermineront en grande partie le parcours de transition vers la relance et le progrès vers un avenir plus résilient. Les paragraphes ci-dessous présentent un résumé général des mesures possibles en fonction des tendances et des similitudes observées dans les RUP.

Investir dans l'efficacité du secteur public – cultiver la confiance des citoyens

La pandémie a mis en évidence et testé le rôle essentiel de la gouvernance publique. En conséquence, bon nombre des recommandations spécifiques adressées aux RUP sont axées sur les défis liés à la gouvernance, comme la réforme du secteur public par la gestion des finances publiques en Guadeloupe, la réduction de la charge administrative imposée aux demandeurs d'aide à Saint-Martin ou la numérisation du secteur public à Madère et aux Açores. En termes de mesures globales, les opportunités pertinentes peuvent résider dans la garantie d'un accès complet à l'information sur les mesures du secteur public, le suivi de leur impact et l'amélioration de l'utilisation des financements par les agences ou gouvernements régionaux par des efforts ciblés de développement des capacités.

Investir dans les programmes d'aide à l'emploi et d'apprentissage

Les mesures d'incitation à l'emploi, telles que les aides publiques, les subventions et les exonérations de charges sociales, ont été particulièrement pertinentes pour assurer un filet de sécurité approprié qui limite les retombées sur l'emploi. Ces mesures d'urgence ont souvent été déployées au profit des jeunes, dont le niveau d'intégration sur le marché du travail reste relativement faible dans les RUP. À moyen et long terme, alors que les programmes temporaires seront réduits, les incitations à l'emploi ciblées devraient être abordées en mettant davantage l'accent sur les besoins et sur une vision à long terme pour devenir durable.

Garantir un investissement à long terme sur la jeunesse : se concentrer sur le maintien de l'emploi et les programmes d'embauche

D'une manière générale, des interventions plus larges couplant des programmes de maintien dans l'emploi, des subventions à l'embauche, le développement des compétences et les systèmes d'éducation informelle, en particulier en faveur des jeunes, sont nécessaires. Les recommandations associées pour les RUP comprennent : le développement des compétences

numériques, de l'entrepreneuriat, des compétences sectorielles, entre autres. Il s'agit d'améliorer les dispositifs d'aide à l'embauche ou au maintien dans l'emploi tout en remédiant aux lacunes en matière de compétences, par exemple en Guyane et aux îles Canaries ; d'élargir le champ d'application des programmes de formation existants pour les jeunes à Saint-Martin ; et de développer des offres de formation professionnelle appropriées en Martinique.

Les stratégies sectorielles ciblées pour préserver la résilience des entreprises régionales

De nombreuses mesures de soutien sectorielles ont été prises pendant la pandémie, la majorité d'entre elles visant à aider les secteurs à rebondir, grâce à des instruments tels que des subventions, des prêts et des aides. S'il est clair qu'une approche intégrée pour améliorer l'environnement général des entreprises pourrait profiter à toutes les régions, il existe plusieurs possibilités sectorielles pour améliorer la compétitivité à long terme des RUP. Ces opportunités pourraient être explorées et développées par des mesures politiques tournées vers l'avenir. Les stratégies sectorielles recommandées aux RUP comprennent la stimulation de la R&D en matière de technologie marine et de bioéconomie à Madère, le secteur laitier aux Açores, la poursuite du développement et de la diversification du tourisme aux Açores, à la Réunion, à Madère, en Martinique et aux îles Canaries.

Renforcer la résilience des entreprises en soutenant des modèles d'entreprise résistants à l'épreuve du temps

Comme le montre l'analyse de mesures, plusieurs systèmes de financement, d'aides et de subventions ont été mis en place pour soutenir les entreprises, avec une attention particulière pour les PME. À l'avenir, les politiques publiques pourraient faire un pas en avant et se concentrer davantage sur le renforcement des capacités, des compétences et de la résilience des PME, ainsi que sur la promotion de leur diversification. En outre, la forte prévalence de l'économie informelle dans les RUP exige des stratégies personnalisées pour atteindre le secteur informel, promouvoir sa montée en compétence et encourager la transition vers l'économie formelle – c'est-à-dire la « formalisation » des activités d'entreprise. Parmi les politiques spécifiques susceptibles de relever ces défis dans les RUP, peuvent être cités : la facilitation de l'accès au crédit pour les entrepreneurs en Martinique ; la promotion de la visibilité des possibilités de financement de l'UE à Saint-Martin ; et le développement de cadres pour soutenir les entreprises informelles à Mayotte.

Développer la numérisation comme moyen de lutte contre l'isolement

Des mesures de transformation numérique plus structurées et planifiées dans l'ensemble des RUP peuvent soutenir la réforme du secteur public, la transformation des secteurs clés, la transition des entreprises vers des modèles plus résilients et l'émergence de nouvelles opportunités économiques liées aux services à distance. Ainsi, les recommandations portent notamment sur l'amélioration de l'accès des particuliers aux outils numériques en Guadeloupe et en Martinique, la promotion des compétences numériques et de la numérisation des entreprises à Saint-Martin, en Guyane, à Mayotte et à la Réunion, et le soutien à la numérisation du secteur public aux Açores.

Saisir l'opportunité de la transition vers une croissance verte

Si plusieurs mesures ont été déployées pour faciliter la transition verte, les politiques actuelles ne permettent toujours pas d'amorcer une solide transition verte à long terme. Il sera essentiel de relever des défis primordiaux, tels que le développement de stratégies d'économie circulaire et bleue dans l'ensemble des RUP, et l'expansion de la production locale d'énergie renouvelable. Ce type de mesures peuvent aider les RUP à générer des opportunités dans le cadre des politiques nationales et européennes, à accroître la résilience et à réduire à la fois leurs émissions de carbone et leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles importés. Dans ce contexte, plusieurs recommandations portent sur les infrastructures et les possibilités de développement des énergies renouvelables dans les RUP, avec la mise en œuvre d'un projet de neutralité énergétique aux îles

Canaries, l'amélioration de la connectivité régionale, et l'accélération de la production d'énergie renouvelable à la Réunion.